

APPEL À MANIFESTER LE 8 MARS 2012  
JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DES FEMMES

**8 m a r s : p o u r T O U T E S !**

Le 8 mars sera une journée de lutte et de solidarité pour les droits des femmes, de toutes les femmes. Dans cette période de crise aiguë, les attaques touchent particulièrement les femmes dans le monde entier. Nous sommes solidaires des femmes en lutte en Grèce, en Espagne, au Portugal comme en Egypte, en Tunisie et dans tous les pays. En France nous sommes aux côtés des salariées de Lejaby et de toutes celles qui se battent pour leur emploi et leurs conditions de travail, de celles qui se battent contre la précarité et contre le démantèlement des services publics.

Dans un climat de renforcement de l'ordre moral nous défendons un féminisme non-excluant, nous voulons donner la parole à toutes les femmes dans toute leur diversité. Nous sommes ainsi solidaires des femmes sans-papiers en lutte pour obtenir leur régularisation, des gouines pour l'égalité des droits, des trans contre la discrimination, des assistantes maternelles et des mères musulmanes empêchées de travailler ou d'accompagner les enfants, des putes en lutte contre la pénalisation des clients.

**Nous exigeons :**

- l'égalité salariale avec rattrapage immédiat
- l'abrogation de la loi HPST et la défense du service public sur la santé des femmes (maternités, IVG...)
- de véritables services publics de la petite enfance au quatrième âge afin que les femmes ne soient plus obligées d'en assurer la prise en charge
- l'évolution de la loi du 9 juillet 2010 sur les violences vers une véritable loi cadre contre les violences faites aux femmes élaborée en concertation avec toutes les organisations concernées
- la régularisation des sans-papiers et un véritable accès aux droits pour toutes les femmes quelles que soient leur situation et leur origine
- un ministère des droits des femmes avec des moyens conséquents
- le droit d'asile pour les femmes cibles de persécutions et de violences sexistes, lesbophobes et transphobes
- l'abrogation du délit de racolage public et la lutte contre les politiques actuelles et celles qui nous sont proposées

qui ne visent qu'à pénaliser davantage les prostituéEs avec les mêmes conséquences que la LSI de 2003, leur mise en danger, leur stigmatisation au détriment d'une lutte effective contre les réseaux de proxénètes et leurs profits

- la fin des discriminations racistes et xénophobes héritées de l'idéologie coloniale qui touchent en premier lieu les femmes
- l'arrêt de l'instrumentalisation de la laïcité à des fins racistes et sexistes
- la démission des élus auteurs de violences sexistes
- le fin de toutes les mesures médico-juridiques imposées aux trans et des discriminations liées à l'identité de genre
- l'égalité des droits pour les couples de même sexe (mariage, adoption...)
- la construction et l'accessibilité au logement pour les femmes, en particulier les femmes à faibles revenus et les femmes victimes de violences conjugales
- une approche débarrassée des stéréotypes sexistes et hétéronormés de l'éducation à la sexualité, des droits sociaux et de la santé et ce dès la crèche

**Premiers signataires**

Acceptess, Act Up-Paris, ANA (Avec Nos AinéEs), Aides, Arap Rubis, Autres Regards, Cabiria, Collectif Droits & Prostitution, Collectif Tirésias, Etudions Gayment, Fédération Syndicale Etudiante (FSE), Fédération Total Respect - Tjenbé Rèd (Fédération de lutte contre les racismes, les homophobies et le sida), Frisse, Grisélidis, Les Amis du Bus des Femmes, Mouvement Français Planning Familial (Confédération Nationale), NPA, STRASS (Syndicat du TRavail Sexuel), STS (Strasbourg Transgenre), Tumultueuses.

Faites parvenir les signatures des structures à [sida2012@actupparis.org](mailto:sida2012@actupparis.org)

RDV et point presse : 18h, place de la Nation (dans la contre-allée entre le Faubourg Saint Antoine et le bd Voltaire).